



HAL
open science

Pratiques et discours de l'altérité négative dans le cadre de la crise argentine

Edgardo Manero

► **To cite this version:**

Edgardo Manero. Pratiques et discours de l'altérité négative dans le cadre de la crise argentine. Cahiers des Amériques Latines, 2003, 41, pp.55-76. <10.4000/cal.7018>. <hal-05581367>

HAL Id: hal-05581367

<https://hal.science/hal-05581367v1>

Submitted on 6 Apr 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

SOMMAIRE

CHRONIQUE

La révolution bolivarienne, les oligarques et les menteurs
Par Frédérique Langue

DOSSIER : L'ARGENTINE DÉBOUSSOLÉE

Introduction
Par Sébastien Velut

L'effondrement de la représentation
et la crise politique en Argentine
Par Silvia Robin

Entre ciel et terre : les sciences sociales
et la mobilisation populaire en argentine
Par Denis Merklen

Pratiques et discours de l'altérité négative
dans le cadre de la crise argentine.
Une approche des violences
Par Edgardo Manero

La crise et l'insertion nationale de l'Argentine
Par Félix Peña

Compétitivité acquise et capacité d'adaptation :
l'agriculture pampéenne face à la crise
Par Martine Guibert et Guillermo Hillcoat

ÉTUDES

Mathieu de Fossey, su visión del mundo indígena mexicano
Par Manuel Ferrer Muñoz

L'évolution du modèle de Brasilia : vers une métropole banale ?
Par Hervé Théry

Las islas de Chiloé en el mundo global :
poesía, identidad y territorio
Par Sergio Mansilla Torres

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Les femmes et le marché du travail académique :
une enquête comparative France-Mexique
Par Polymnia Zagefka

Lectures

WEAL
EDITIONS

C A H I E R S D E S A M É R I Q U E S L A T I N E S 41

D o s s i e r

L'ARGENTINE DÉBOUSSOLÉE



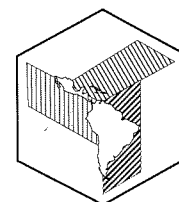
9 782907 163958

Publié avec le concours du Centre national
de la recherche scientifique (CNRS)

Diffusion : La Documentation française

ISSN 1141-7161
ISBN 2-907163-95-

16



CREDAL

PRATIQUES ET DISCOURS DE L'ALTÉRITÉ NÉGATIVE DANS LE CADRE DE LA CRISE ARGENTINE

UNE APPROCHE DES VIOLENCES

EDGARDO MANERO*

DE LA CRISE DE REPRÉSENTATION À LA MONTÉE DE LA VIOLENCE liée à l'affaiblissement de l'État, de la récupération des symboles nationaux jusqu'à la démonisation de la protestation sociale, en passant par la construction d'une altérité sociale, la crise argentine apparaît comme une crise d'un type nouveau où se condensent toute une série de phénomènes apparus dans les années 1990. Elle a été accompagnée par des pratiques répressives des plus traditionnelles ainsi que par de nouvelles formes de violence.

La violence, qui s'exerce à tous les niveaux de l'organisation sociale, ne débouche pas sur une « révolution » mais prend des formes multiples. Ces phénomènes de décomposition de l'ordre public sont utilisés pour fonder de nouvelles stratégies de discipline sociale. Il est nécessaire d'inscrire ces faits dans une temporalité longue. L'analyse de ce type de situations est essentielle à l'actualisation de la réflexion sur la violence dans sa fonction transhistorique d'instrument de la politique.

Le présent exposé a trois objectifs¹ : premièrement, il cherche à illustrer les origines de la violence en général et des explosions sociales de décembre 2001 en particulier, en remettant l'idée très répandue d'une génération spontanée. Deuxièmement, il s'agit d'évaluer les diverses formes prises par la violence, en soulignant les continuités avec une perception négative de l'altérité à la base d'une conception sécuritaire structurée sur un discours alarmiste et défensif. Troisièmement, il examine les comportements en situation de crise des deux institutions centrales au niveau de la sécurité : la police et l'armée. À partir de cette présentation, il propose une interprétation des conséquences du

* Cirpes/Groupe Sociologie de la Défense, Ehess (ed_manero@wanadoo.fr)

processus entamé en décembre 2001. L'article conclut sur les perspectives ouvertes par la « politique » d'aspirer à éliminer ou à maîtriser la violence par l'organisation ou la circonscription des conflits, c'est-à-dire de continuer à être conçue comme moyen fondamental pour prévenir le trouble civil (Foucault, 1997:197).

NÉOLIBÉRALISME ET MONTÉE DE LA VIOLENCE

Contrairement à l'idée que la globalisation développe la paix, dans la périphérie, la généralisation de la démocratie et du marché s'accompagne de l'expansion de la violence. L'Amérique latine exprime ainsi avec violence l'effondrement des États nations sous le choc des dérégulations néolibérales. La conjonction de la croissance démographique et des politiques néolibérales est génératrice de violence sociale. Les processus d'ajustement ont provoqué une plus grande marginalité qui s'exprime par une croissante décomposition sociale, par l'augmentation de la violence et par l'apparition de nouvelles formes de criminalité. Criminalité organisée, mais aussi violence liée à la pauvreté et aux protestations contre les gouvernements.

Les années 1990 ont été caractérisées par de nouveaux types de conflits qui montrent l'incapacité des appareils d'État à assurer l'ordre public. Conséquence de la dégradation socio-économique, la situation ne cesse d'empirer sur le plan sécuritaire. Des émeutes urbaines à la délinquance, les phénomènes d'exclusion et de chômage sont à mettre en rapport avec la violence. Or, nous sommes loin de vouloir établir une relation mécanique entre violence et pauvreté. La violence peut être endiguée par des mécanismes idéologiques, dont la religion est le cas exemplaire. L'effondrement de ces mécanismes contribue au développement de la violence dans une société où l'inégalité atteint des dimensions inédites. La violence ne jaillit pas du néant social.

En Argentine, l'augmentation de la violence doit être mise en relation avec la rupture de la relation entre la démocratisation et l'ascension sociale – pour la première fois², la démocratie est associée à des expériences négatives de distribution des revenus, à l'exclusion sociale et au manque d'espoir de promotion sociale (Minujin, Kessler, 1995) –, la remise en cause définitive du mythe, fondé durant le péronisme, d'une « société juste » et avec la perception, installée dans les années 1990, d'une inégalité extrême de distribution des revenus.

Dans la société argentine de la fin des années 1990 existait un niveau élevé de frustration, d'aliénation et de sensation de menace susceptible de conduire à des explosions de violence. Il s'agissait d'une violence anémique, réduite, qui n'était pas prise en charge collectivement. Lorsque la violence sociale s'est développée à l'intérieur du pays, la montée de la violence de la part des populations survivant par des moyens illégaux s'est étendue dans les grandes villes.

Les conflits résultant de cette nouvelle phase du capitalisme installé dans les années 1990 ne sont pas caractérisés par une violence de type politique, organisée comme une utopie anti-système qui conduit au cercle « action politique/répression », mais par une violence de type social impliquant deux cercles parallèles : « augmentation de la délinquance/insécurité/répression

policière » et « augmentation de la protestation sociale/répression des forces de sécurité ».

Durant les années 1990, la crise ne fait que commencer et les forces sociales en mouvement ne sont pas unifiées. La montée de la contestation sociale, même si elle a été mal et insuffisamment perçue, est un phénomène central de ces dernières années. Les conflits sociaux, bien qu'ils n'arrivent pas au point d'une violence organisée, se sont doublés d'une violence que l'on pensait éliminée avec l'installation de la démocratie. Les formes, l'esthétique de la protestation ainsi que l'un de ses acteurs principaux, le mouvement des *piqueteros*, se sont forgés par la résistance aux programmes d'ajustement des années 1990. De la pratique du troc jusqu'aux assemblées populaires en passant par les contestations publiques utilisant les casseroles, le cycle néolibéral est caractérisé par l'engendrement progressif par réaction aux nouvelles expériences sociales.

L'Argentine a été très touchée par les conflits résultant de l'exclusion économique. La croissance économique de la première moitié des années 1990 a augmenté les inégalités sociales et régionales. La multiplication des révoltes sociales a réinstallé la violence comme pratique sociale avec sa charge de répression, d'arrestations, de morts et de blessés. L'impact de la privatisation des entreprises publiques avec sa réduction du personnel, la fermeture des établissements (Cutral-Co, Tartagal, Rio Turbio, etc.) et la rationalisation de l'administration publique, a été accompagné de résistances violentes dont les principales furent Santiago del Estero, Jujuy, Córdoba, Tartagal, Rosario, Cultral-Có, Plaza Huinul, Cruz del Eje, Corrientes et Tierra del Fuego.

Les conflits se focalisent sur le secteur public et dans les provinces les plus touchées par l'ajustement économique et le chômage. Depuis 1996, et en particulier dans le Nord-Ouest, s'est développée une forte mobilisation sociale. Elle s'est manifestée par des barrages routiers, des piquets de grève, des soupes populaires, des grèves avec mobilisation, des affrontements avec la gendarmerie et la police³. L'Argentine connaît depuis lors de violentes révoltes sociales de la part des employés de l'État de Neuquén, Tucumán, Corrientes, Córdoba, Jujuy, Rio Negro.

Le barrage des routes, les grèves, les affrontements avec la police et la gendarmerie apparaissent comme une forme *light* d'état insurrectionnel. Depuis la fin des années 1990, il existe un état d'esprit collectif caractérisé par un sentiment d'insurrection populaire contenu. Ces protestations mêlent des groupes d'intérêts qui n'ont ni la force nécessaire pour modifier les rapports de pouvoir, ni un programme d'action politique déterminé. Les actions menées principalement par des chômeurs se sont vues accompagnées par un soutien actif de la population, en particulier lors de la répression par les forces de sécurité. La fin des attentes qui ont accompagné le changement de gouvernement en 1999 a laissé place à une situation de scepticisme généralisé et à une augmentation des affrontements sociaux⁴. De ces protestations, celles des *piqueteros* – chômeurs et militants barrant les routes – sont les plus significatives.

Les *piqueteros* expriment la modification de la structure sociale argentine : la protestation se déplace des travailleurs syndicalisés aux chômeurs. Son origine et son évolution sont liées au chômage structurel et aux politiques sociales. Le passage du statut de chômeur à celui de *piquetero* implique un processus de construction d'identité sociale qui reconstruit partiellement les liens sociaux

dissolus comme conséquence de l'abandon du monde du travail. Né sous le ménémisme, ce mouvement s'est considérablement développé pendant l'administration de F. De la Rúa. Des groupes divers ont repris la même pratique : coupures de routes qui cessent après négociation d'une assistance sociale et de plans de travail (*Planes trabajar*). À partir de l'année 2000, la pratique des *piqueteros* s'est institutionnalisée en renforçant son organisation. Les *piqueteros* sont devenus un mouvement social doté d'un important pouvoir de pression et d'une légitimité considérable aux yeux d'une partie de la société. La demande d'assistance sociale a laissé la place à des actes plus « politiques » comme la participation aux *escraches*⁵ à l'encontre des répresseurs et politiciens. La généralisation du recours aux *escraches*, à partir de la fin des années 1990, illustre aussi la propension à l'action directe, à l'établissement de jugements ignorant les institutions de la justice.

À partir des faits de décembre 2001, les divers mouvements *piqueteros* sont majoritairement identifiés à des partis politiques, ce qui diminue leur apparente marginalité. Ils développent un double jeu en négociant d'une part avec le gouvernement l'assistance sociale en échange d'un certain ordre et d'autre part avec les partis de gauche pour obtenir leur soutien lors des mobilisations.

LA DIMENSION SYMBOLIQUE DE LA NATION DANS LE DÉSORDRE GLOBAL

Ces luttes expriment le potentiel mobilisateur de la revendication d'un collectif d'identification comme la Nation dans un cadre de fragmentation sociale et territoriale. Les mobilisations sociales soulignent le refus de la dénationalisation dont une esthétique construite sur le bleu et le blanc en sera le symptôme permanent. Les divers mouvements ont compris la nécessité de recomposer une identité nationale fragmentée et vide de toute expérience collective.

Une revendication de la Nation comme collectif d'identification plus centrée sur la société civile que sur l'État a été une des caractéristiques des années 1990. Le drapeau national et le port du maillot de la sélection de football ont accompagné comme référence principale tous les conflits sociaux des années 1990, en exprimant le désir du retour à la Nation comme échelle de résistance à la perte totale d'identité qui accompagne le processus de fragmentation sociale et spatiale résultant de l'application des programmes néolibéraux. L'attachement à la symbolique de l'identité nationale apparaît comme un essai de reconstruction identitaire ou de préservation de la communauté de destin. Elle est inséparable de la crise de représentativité et du mépris des partis politiques traditionnels. La nation comme bannière jaillit de la répudiation de la classe politique.

Les politiques de privatisation et de rationalisation de l'administration publique poussent à réaffirmer l'enracinement dans l'idée de Nation. Si la récusation des programmes économiques néolibéraux est faite au nom de la défense des acquis pendant la période populiste, elle ne peut cependant s'effectuer au nom de l'idéologie, étant donné que c'est le justicialisme lui-même qui développe les programmes. Le refus est formulé au nom de

l'Argentine même. La mémoire historique populaire conserve encore dans les populismes son « âge d'or ». L'effet psychologique a été pour cette raison prolongé. Le phénomène doit être analysé dans un contexte historique complet : l'expérience des politiques néolibérales et des démocraties représentatives n'a rien d'attractif ou de motivant pour les classes populaires. Si la tentation populiste est toujours présente, Adolfo Rodríguez Saá, président et candidat, en est l'exemple, elle est due aux traces durables laissées par le populisme dans la mémoire collective et dans la culture politique de la région (Quattrochi-Woisson, 1997:182).

La relation de la protestation avec le territoire est aussi importante pour comprendre l'attachement à la Nation, en tant que principale référence d'appartenance. Une partie importante des mouvements de protestations des années 1990 a démarré dans des régions comme la Patagonie ou le Nord-Ouest en réponse à la rationalisation de l'administration publique et aux privatisations des entreprises de l'État. Dans l'imaginaire collectif, les entreprises publiques ont une valeur très importante dans les régions frontalières où elles sont le symbole même de la présence souveraine. La perception est différente de celle des grandes villes, en particulier dans une société comme l'Argentine où il existe un fort sentiment d'abandon de l'intérieur au bénéfice de la Pampa.

La défense du service public a un côté corporatiste mais aussi une forte représentation nationale. Les services publics sont une trace de l'État nation sur l'espace. On dénationalise pour effacer l'État nation d'un symbolisme quotidien. Le ménémisme semblait diviser tout ce qui pouvait ressembler à une unité politique souveraine pour effacer toute trace de populisme en Argentine. Privatiser signifie effacer les traces de la Nation sur le marché et la société, l'élimination de toute référence à un intérêt collectif. Le ménémisme a cherché des transformations dans la relation de l'État et des institutions avec la société dont l'objectif était de renforcer l'individualisme dans le paradigme du capitalisme anglo-saxon au détriment des liens de solidarité et de protection étatique propres à la culture politique populiste (Manero, 2002).

Les politiques de nationalisation ont toujours été perçues comme des formes de réappropriation du pouvoir souverain dans la mesure où la souveraineté de l'État s'exprimait dans les entreprises nationales⁶. Elles étaient aussi des symboles de l'indépendance économique et de la souveraineté nationale. En Argentine, dénationaliser signifie dépéroniser puisque dans l'imaginaire collectif, les entreprises publiques étaient étroitement liées au péronisme. Les privatisations ont été un élément central dans l'essai de refondation civilisationnelle cherché par le ménémisme.

Avec l'approfondissement de la crise, la question du territoire et de sa relation avec la Nation et la défense de la souveraineté prend une nouvelle forme. La dissolution nationale est de plus en plus évoquée. Bien que plus proche de la fiction que de la réalité, le fantasme d'une hypothétique sécession comme réponse à la crise, en particulier celle de la Patagonie, est répandu. Elle s'appuie sur la traditionnelle méfiance vis-à-vis du centralisme de Buenos Aires, les avantages économiques résultant des énormes ressources naturelles – en particulier énergétiques – et du bas niveau de population et des projets en cours pour la fusion des provinces patagones. Les rumeurs, circulant principalement sur internet, de la vente des parcs nationaux, de l'installation d'une base militaire américaine ou du renoncement à la demande de souveraineté

sur l'Antarctique et les îles de l'Atlantique sud comme contrepartie à une réduction de la dette extérieure, renforcent la conviction générale que le gouvernement fédéral ne défend pas les intérêts nationaux.

LES VIOLENCES

L'explosion sociale de décembre 2001, marquant la fin d'un cycle et le début d'un autre, semble être un nouveau point de départ pour appréhender les divers emplois de la violence sociale dans des situations conflictuelles. Manifestations, attaques de bâtiments publics et pillages de magasins ont débouché sur une crise politique qui a abouti à la démission du président F. De la Rúa et à une remise en cause successive des autorités qui se sont succédé.

Dans un contexte fortement troublé par quarante-deux mois de récession, un accroissement vertigineux de la pauvreté, une forte augmentation du chômage et un désespoir croissant vis-à-vis de l'avenir, l'application stricte d'une série de mesures recommandées par les organismes financiers internationaux a poussé divers secteurs de la population à passer à l'acte en décembre 2001. L'absence de liquidités, conséquence des mesures économiques, a affecté « les petits boulots » – fondamentaux dans l'économie informelle – nécessaires à la survie d'importants secteurs de la population, les poussant ainsi à des actions, qui à des degrés divers – de l'obstruction de l'espace public au vol en passant par le saccage – impliquent le recours à la violence.

Les saccages de supermarchés et de commerces, principalement dans le grand Buenos Aires, ont été suivis par une mobilisation immédiate, massive et spontanée de la population face à la maison présidentielle afin de réagir au discours du président annonçant l'état de siège pour combattre les « groupes ennemis de l'ordre et de la république » qui provoquaient, selon F. De la Rúa, les pillages⁷. Les débordements de la répression policière vis-à-vis de cette manifestation ont encore amplifié la protestation en incorporant massivement la « classe moyenne »⁸, profondément affectée par les mesures de restriction de retrait bancaire⁹. Le bilan des émeutes et de la répression policière s'élève à plus de trente-quatre morts, un millier de blessés et de détenus. La répression a fait des morts dans les villes de Buenos Aires, de Rosario et de Santa Fé.

L'explosion sociale a combiné des éléments spontanés et organisés, ces derniers visant directement la chute de F. De la Rúa. Si la perception d'un gouvernement qui ne contrôle plus la situation facilite le sentiment d'impunité et si l'action des groupes organisés par des dirigeants politiques de diverses tendances a contribué à créer un climat de chaos et de déstabilisation politique, l'amplitude et les caractéristiques des faits montrent leur dimension spontanée et non coordonnée. Les manipulations politiques se sont développées à partir des carences et du malaise des populations.

La demande de nourriture des secteurs populaires ainsi que la mobilisation de refus et la répudiation de la classe politique par des secteurs de la classe moyenne ont été accompagnés par la mobilisation des militants des partis de gauche (Quebracho, PO, MAS, IU), des *carapintadas*¹⁰ et des syndicalistes

(MTA)¹¹ et par l'utilisation par le justicialisme¹² de la situation aux fins de déstabilisation.¹³ Ce dernier point est essentiel pour comprendre la réponse ambiguë apportée aux émeutes et aux manifestations, à savoir un laisser-faire dans certains cas (les polices des provinces de Buenos Aires, Santa Fé et Córdoba)¹⁴ et une répression très dure dans d'autres (la Police Fédérale). Par ailleurs, il faut souligner la protection des grandes surfaces qui contrastait avec l'absence de protection des petits commerçants, principales victimes des saccages.¹⁵

Cette violence multiple est marquée tout d'abord par le retour de phénomènes récurrents. En premier lieu, des pratiques répressives par des institutions de sécurité, en particulier la Police Fédérale: tortures, intimidations, enlèvements, assassinats ciblés¹⁶ détentions arbitraires, et une incapacité à gérer la répression dans les limites de l'État de droit.¹⁷ En second lieu, des manœuvres d'action psychologique sont pratiquées en vue de créer la psychose (fausses alertes, rumeurs, incitation au pillage ou à l'autodéfense par des hommes étrangers aux quartiers)¹⁸ et l'on utilise d'anciens paramilitaires, des services de renseignement, de gangs et de clientèles politiques.¹⁹ Ces actions organisées par des dirigeants du PJ, avec la collaboration de la police, ont eu pour objectif la réalisation d'une situation de chaos avec l'intention de produire une explosion sociale contrôlée destinée à déstabiliser le gouvernement.

Mais en raison de l'affaiblissement de l'État par le néolibéralisme, accentué par le vide politique, l'effondrement du principe d'autorité et la délégitimation de la classe politique qui a accompagné les derniers jours de F. De la Rúa, la violence se manifeste également par des nouveautés²⁰:

- 1) l'utilisation de la situation de crise par la délinquance²¹,
- 2) la constitution des groupes d'autodéfense et de voisins recourant aux armes²²,
- 3) le nombre de vigiles privés dans la défense des grands commerces,
- 4) les agressions physiques contre des membres de la classe politique.

Si les pillages ou l'expropriation – selon le point de vue adopté – et l'utilisation de la crise par le péronisme pour accélérer le départ du président présentent des caractéristiques similaires avec la situation de 1989, il existe également des différences notables:

- 1) les débordements ont été plus vastes dans le temps et dans l'espace, et les dimensions de la violence ont été plus importantes quantitativement et qualitativement,
- 2) R. Alfonsín, à la différence de F. De la Rúa, a toujours gardé le contrôle du pouvoir et le soutien de son parti en négociant la transition avec Menem,
- 3) il existait un espoir de type politique érigé comme solution de rechange opportune pour canaliser les attentes de la société,
- 4) les affrontements entre « pauvres » ont augmenté, notamment le pillage des petits commerces,
- 5) la participation des femmes a été forte ainsi que la mobilisation de la classe moyenne,
- 6) les attaques des établissements publics et des institutions financières.

Tout au long de l'année 2002 les explosions sociales se modifient. Si les saccages ont toujours été en puissance, les protestations plus ou moins violentes refusant les mesures financières ont été accompagnées les premiers mois par des actes de violence organisés par des employés de l'État dans les provinces réclamant le paiement de leur salaire et s'insurgeant contre la classe politique et les gouvernements provinciaux, et par une augmentation de l'activité des organisations *piqueteras*. Ces dernières ont été endiguées par l'assistance sociale mise en place par le gouvernement²³, ce qui a augmenté les divisions à l'intérieur du mouvement et la croissance des organisations plus combatives²⁴. Les revendications des organisations *piqueteras* vont de la demande d'un nouveau gouvernement et la création d'une assemblée populaire constituante, au refus des élections. L'état d'insurrection populaire dans quelques organisations *piqueteras* contraste avec l'apathie généralisée et le dégonflement progressif des assemblées qui n'ont ni institutionnalisé la représentation politique ni imposé le « qu'ils s'en aillent tous ». Par ailleurs, ils montrent des difficultés pour canaliser dans le cadre des élections de 2003 le vote de protestation. À partir du mois de novembre, les rumeurs de nouveaux saccages lors de l'anniversaire de la chute de F. De la Rúa, et les dénonciations des offres d'argent à des organisations *piqueteras* de la part des secteurs proches de C. Menem pour provoquer des situations de violence inscrivent le conflit social comme un élément central d'une scène politique orientée vers les élections de 2003.

UNE FORME PRIMITIVE DE RÉVOLTE SOCIALE

La crise relance une autre forme, plus primitive, de la révolte sociale: la délinquance. Elle va renforcer la tendance, commencée dès la deuxième moitié des années 1990, à une augmentation progressive des délits, de leur aggravation et de l'emploi de la violence. La croissance du secteur criminel a accompagné le développement de l'économie informelle. Dans la mesure où la récession et l'exclusion s'accroissent, l'économie criminelle tend elle aussi à se développer. L'augmentation, ces dernières années, des délits relatifs aux biens a une relation directe avec la détérioration de la distribution des revenus. La croissance exponentielle de plaintes pour vols dans la ville de Buenos Aires en est une preuve: 61 203 en 1990, 120 394 en 1995, 199 587 en 2001²⁵. Au milieu de l'année 2002, l'insécurité, qui touche d'abord les plus pauvres, est le sujet central. La déstructuration du système financier a eu comme conséquence le développement de nouvelles modalités délictuelles comme les séquestrations ou l'utilisation de la torture dans les cambriolages. L'enlèvement « express », la forme délictuelle la plus développée de l'année 2002, est étroitement lié à la crise même. Il y a, en moyenne, une plainte toutes les 36 heures (*Clarín*, 25 octobre 2002).

La crise a renforcé une série de phénomènes présents dès la fin des années 1990 comme les délits impliquant la police et le cercle vicieux de violence entre délinquants et forces de l'ordre. Si la violence est liée à la décomposition sociale, elle reflète le degré d'effondrement de l'État. Paradoxalement, la police est elle aussi devenue une source d'insécurité quotidienne, en raison non seulement de son inefficacité, mais également de sa participation aux délits divers et de son utilisation du problème de l'insécurité pour faire pression sur la politique et protéger ses pratiques maffieuses.

L'augmentation de la connivence des policiers avec des délinquants a été une constante ces dernières années. La police est remise en question en raison de ses liens avec la délinquance. Elle n'est pas seulement accusée de participer à l'administration du délit, mais d'être aussi une source d'insécurité. La forte présence du personnel de sécurité dans les statistiques des délits est le signe le plus évident de la décomposition de l'État. Le cas de la police de la province de Buenos Aires, la force de sécurité la plus importante du pays, est significatif. Elle est soupçonnée de fusillades, de falsifications d'expertises et de preuves, d'opérations d'espionnage idéologique sur des étudiants et des syndicalistes, de soutien aux réseaux de jeux clandestins, de trafic de drogue, de vols de voitures ou d'attaques de banques. Dans ce cas, la complicité va de la vente des plans des banques jusqu'à la participation active (attentats antisémites, intimidation, assassinat de journalistes, etc.).

La décomposition de la police comme force d'ordre publique est une conséquence de la dernière dictature que la classe politique n'a pas voulu changer. Pendant le gouvernement radical (1983-1987), il y a eu un changement des chefs liés à la dictature, mais une conservation de tous les cadres moyens formés à l'époque du général R. Camps, chef de la police pendant la dictature militaire. Le gouvernement péroniste d'A. Cafiero (1987-1991) a essayé par la suite de réformer l'institution en destituant le personnel accusé de violations des droits de l'homme. La réforme a été conduite par le ministre, L. Brunati, qui a été obligé de démissionner sous la pression des commissaires et d'un réseau de politiciens péronistes et radicaux.

Depuis la restauration de la démocratie, la police de la province de Buenos Aires, surnommée la « police maudite », a développé un système de pactes avec le pouvoir politique basé sur le traditionnel contrôle de l'économie liée à la criminalité. Les liens entre police et politique se structurent sur un pourcentage de l'argent des activités illégales utilisé pour financer clandestinement la politique. Le financement des activités politiques locales à partir des fonds provenant d'activités illégales associe la police, les dirigeants territoriaux et les législateurs. Les dirigeants du PJ eux-mêmes ont fait obstacle au processus de réforme commencé en 1998 empêchant qu'il n'atteigne le niveau des intendances. La police a une capacité d'extorsion sur la classe politique qui bénéficie du modèle mafieux de sécurité. La relation entre le maire et le commissariat fait partie d'un système de mécanismes d'accumulation: extorsion de commerçants, contrôle du jeu, vente de drogues, prostitution. Ce système explique la pression des maires sur la désignation des commissaires (Manero, *op. cit.*) intéressés à la continuation du système de financement de la politique par des activités illicites. C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire l'attentat contre la présidente des « grands-mères de la Place de mai », E. Carlotto, qui avait participé à l'élaboration d'un document dénonçant les abus et les délits commis par la police de la province de Buenos Aires. La sensation de manque de sécurité et d'abandon de la part de l'État et des dirigeants politiques est une constante à partir des années 1996-1997. L'angoisse sécuritaire s'est développée de façon exponentielle en devenant à la fin des années 1990 la principale préoccupation des Argentins avec le chômage.

Ce n'est pas la première fois que la société doit faire face à une vague de violence, mais c'est la dimension qu'a pris ce phénomène et son caractère structurel qui constituent la nouveauté. La réponse est une vulgate sécuritaire qui

fait partie d'une « pensée unique » construite sur l'inaction supposée des autorités, l'impéritie de la justice, des réponses pénales sévères, l'intensification de l'activité policière, la focalisation sur les récidivistes et la stigmatisation des jeunes d'origine populaire ou immigrés. Ainsi, le développement des conceptions de type « tolérance zéro » a réactivé les schémas répressifs.

Les apologistes de l'ordre se sont appuyés sur des représentations partagées par une grande partie de la société et diffusées massivement par l'ensemble des moyens de communication. La construction d'un « langage dominant » est le principal instrument de cette manipulation sécuritaire. Ce discours s'est imposé par son omniprésence médiatique. Ses figures sont désormais familières. Il insiste sur la transformation des formes de la délinquance comme conséquence de la crise. La représentation récupère une description réelle de la situation des bidonvilles et de leurs habitants. Elle fait référence à des espaces de relégation sociale et économique, au chômage, à la détérioration des services publics, en particulier celui de l'éducation. Mais elle place la décision dans le libre arbitre. Les délinquants, en particulier les jeunes, auraient ainsi fait le choix rationnel d'un système de valeurs délinquantes au détriment de celui de valeurs conventionnelles dans lequel le travail reste central. Ce discours soulignant la responsabilité individuelle est cohérent avec l'individualisme et l'utilitarisme de l'idéologie néo-libérale hégémonique. L'augmentation de la criminalité a installé l'insécurité au centre de la campagne pour les élections présidentielles de 2003. Le discours de « tolérance zéro » et de répression, tel qu'il avait été construit dans la deuxième moitié des années 1990, revient en force. Menem et son candidat au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires, Patti, se présentent comme les seuls garants de l'ordre.

À partir de juillet 2002, les mécanismes de protestation et de participation sont associés à la question de l'insécurité, qu'il s'agisse des marches dénonçant le manque de sécurité, de la réalisation des piquets pour demander la justice ou de l'incendie d'un commissariat par les gens du quartier. Celui-ci survient en conséquence de l'assassinat d'un mineur qui avait été kidnappé, affaire dans laquelle la police de la province de Buenos Aires est soupçonnée d'inaction, si ce n'est de complicité. Bien que la récupération des actions dénonçant l'insécurité réunisse les classes sociales, les événements les plus importants ont été organisés par des secteurs moyens liés en particulier à des écoles privées.

Un élément à souligner est celui de l'installation du débat sur la syndicalisation des forces de sécurité, résultat de la participation ouverte d'un policier à côté des manifestations des *piqueteros* et du contact établi entre un groupe de policiers et la CTA. Le policier *piquetero* apparaît comme l'expression médiatique de l'initiative d'un secteur réduit de la police de la province de Buenos Aires pour créer un syndicat. Refusée farouchement par les autorités policières, cette idée chercherait, selon leur chef, la destruction de la police. Dans ce cadre, le vice-ministre de la sécurité de la province, perçu comme responsable du projet pour syndicaliser la police, a été limogé (*Clarín*, 6 janvier 2003). Cette modalité de participation à la demande de sécurité a un caractère innovateur. Dans un contexte croissant de violence et de désordre public, la société remet en question le « déficit de fourniture de sécurité » réalisé par l'État en réclamant plus de coercition.

La tendance à ne pas dénoncer les délits est une autre des manifestations de la situation d'anomie généralisée. Ne pas porter plainte est une forme de non participation à la vie publique et revient à accepter l'impossibilité de modifier la réalité. Comme toutes les institutions, la crédibilité du système pénal est en baisse. L'enquête du Ministère de la Justice montre sur le premier semestre de l'année 2002 la méfiance envers la police et la justice. Face à l'augmentation des délits, le nombre de plaintes est tombé. La sensation d'inaction de la police et de la justice fait que porter plainte est vécu comme une perte du temps²⁶. La peur et l'insécurité sont des facteurs de division sociale. La réaction de la société est l'isolement. Métaphore d'une atomisation sociale plus générale, la peur du crime nuit quelque part à l'action commune en enfermant chacun dans son univers et dans ses craintes. Seulement dans ce cas exceptionnel, l'insécurité est devenue un moteur d'intégration sociale. Ainsi, dans certains quartiers populaires, les réunions de type sécuritaire prennent le pas sur les autres types d'actions de terrain et ont commencé à orienter les priorités des organisations de quartier.

La criminalité liée à la drogue a été aussi affectée par la crise²⁷. Alors que les trafiquants ont été contraints de modifier leurs comportements, les trafics illégaux se sont diversifiés et le troc est apparu. Les trafiquants se sont ainsi impliqués dans des vols de voitures pour les échanger à la frontière contre de la drogue, comme c'est le cas dans certains pays d'Afrique subsaharienne ou au Brésil. La législation sur les transports n'étant pas très stricte dans des pays comme la Bolivie et le Paraguay, les véhicules volés en Argentine peuvent être aisément échangés dans ces pays traditionnellement liés au trafic de drogue. Ces nouveaux comportements ont conduit à la formation et au développement d'organisations criminelles en Argentine. Ainsi se réunissent pour agir de concert, voleurs, vendeurs de pièces détachées et trafiquants, avec la collaboration tacite d'une police qui participe très souvent aux délits divers²⁸.

Pendant le premier semestre 2002, en raison de problèmes de financement, le trafic et la consommation interne de la cocaïne ont diminué (*La Gaceta*, 2002). Le manque d'argent, la circulation des bons provinciaux remplaçant la monnaie officielle et la dévaluation du peso par rapport au dollar ont augmenté le prix de la drogue impliquant des modifications de comportements. Cette augmentation du prix, en particulier de la cocaïne, résulte non seulement de la dévaluation du peso, le prix de la cocaïne demeurant fixé en dollars (environ 1 500 dollars le kilo en Bolivie), mais aussi d'une pratique antérieure issue du fait que les consommateurs achètent avec des bons une marchandise qui doit être payée en dollars. Le manque d'argent a également influé sur la recherche de nouvelles alternatives pour acheter de la drogue comme le troc contre des objets de valeur²⁹.

VIOLENCES ET ALTÉRITÉ SOCIALE

Du fait que le pouvoir s'appuie sur la menace de mort, la crise manifeste d'un côté une situation de « déjà vu », notamment par des attitudes maccarthystes (le journal *La Nación* comparant les assemblées à des *soviets*), une démonstration de la protestation sociale et de la délinquance, des mécanismes répressifs classiques (menaces contre les membres des assemblées populaires), des atten-

tats contre les défenseurs des droits de l'Homme, des agressions contre les travailleurs occupant les usines dans le cadre du « Mouvement national d'entreprises récupérées », des actions politiques traditionnelles (infiltration des services de renseignement), et l'utilisation des clientèles politiques dans les piquets pour préparer des actions violentes. D'un autre côté, la crise montre une certaine nouveauté dans l'attitude des forces armées. Leur position révèle un changement des comportements traditionnels en situation de crise.

La crise met en relief la manière dont on est resté fermement attaché à la « démonisation » de la protestation sociale et de la délinquance, ainsi qu'à l'idée d'un « Autre » social « malfaiteur ». Initiée par le ménémisme et poursuivie par F. De la Rúa³⁰, la criminalisation de la protestation sociale met l'accent sur les désordres et les dommages causés à l'ordre public. Dépouillées de leur contenu politique, les mobilisations sociales sont présentées comme des actes à caractère délinquant. Ainsi, C. Menem, en évoquant la protestation sociale, a accusé à diverses reprises – notamment lors de son voyage aux États-Unis – la délinquance et l'action des marxistes d'en être à l'origine. Il a qualifié les manifestations *piqueteras* de « carnaval » soulignant la présence massive dans les rues de marxistes et de délinquants encagoulés et armés.

Dans la forme la plus extrême de cette représentation, sont censés se cacher derrière les *piqueteros* les cartels de drogue ou la guérilla, d'abord Sentier Lumineux ensuite les FARC. En tant qu'adaptation aux nouvelles menaces de l'après guerre froide, les *piqueteros* sont perçus comme des nouvelles formes de la « subversion internationale », à mi-chemin entre le criminel et le politique. Les *piqueteros* sont régulièrement accusés d'être armés et de s'entraîner dans des camps du grand Buenos Aires. Bâtons, lance-pierres et cagoules sont évoqués pour raviver le « fantasme de la subversion ». Si le refus du processus électoral s'enracine dans un secteur minoritaire des *piqueteros*, la tentation du recours à la violence reste cependant très marginale. Bien que les bases expriment des positions plus dures, l'apologie de la « lutte armée » dans les assemblées relève plutôt de l'action des services de renseignement. Ce durcissement dans la prise de position est dans une grande partie le résultat d'une surestimation de leur propre capacité d'action, en particulier dans l'organisation *Anibal Verón*.

La radicalisation d'un secteur minoritaire des *piqueteros* est utilisée politiquement par des secteurs qui craignent que la protestation sociale ne déborde la sécurité publique. Les accusations de faiblesse de la politique de sécurité de l'administration Duhalde ont conduit une partie du gouvernement à mener une politique plus dure vis-à-vis de la protestation sociale. En juin 2002, la répression de la part des forces de sécurité aboutit à l'assassinat de deux jeunes militants *piqueteros* à Avellaneda. Quelques explications des « pillages » de décembre 2001 montrent le passage de l'altérité politique à l'altérité sociale qui a caractérisé l'Argentine néo-libérale avec l'institution des jeunes et des exclus comme victimes principales³¹. Si traditionnellement, les émeutes étaient pensées comme liées à l'action d'organisations « subversives », il existerait à la base des pillages des gangs de délinquants ou de *narcos*³². La référence à la drogue n'est pas seulement un élément central dans la démonisation des mouvements de protestation, elle a un rôle prioritaire dans la représentation de la délinquance. La référence à l'utilisation de drogues pour la réalisation des actes très violents est un élément permanent du discours sécuritaire.

Dans les représentations des *piqueteros* et des délinquants apparaissent à nouveau les vestiges d'une conception de l'altérité relevant du XIX^e siècle, dans laquelle par une régression infinie, on pourrait déceler des traces encore plus archaïques. Comme un éternel retour, ils sont perçus sous le prisme de l'Indien. Les mots utilisés par les responsables de la gendarmerie dans le cadre des actions de répression sont révélateurs : dans les harangues, les *piqueteros* sont nommés « les Indiens ». Le délinquant est souvent perçu comme un monstre sauvage de naissance qui vole et assassine comme il kidnappait autrefois des femmes « blanches » ou posait des bombes, par dégénérescence congénitale ou spontanée. La construction de cet « Autre » menaçant devient un élément central dans la tâche de légitimation de la gestion pénale de l'insécurité qui accompagne le désengagement de l'État sous le néolibéralisme. Comme dans d'autres sociétés où la criminalisation de la protestation sociale et la « tolérance zéro » se sont installées, nous assistons en Argentine à la formation d'un système d'images et de métaphores dans laquelle prend corps et figure une nouvelle représentation de l'altérité.

L'ARMÉE : UNE MODIFICATION DES COMPORTEMENTS TRADITIONNELS ?

L'histoire argentine nous oblige à tenir compte de la fonction permanente de l'armée dans les relations entre les acteurs socio-politiques. En décembre 2001, celle-ci a refusé de participer à la répression et a affirmé la nécessité d'un décret présidentiel avalisé par le congrès pour tout type d'intervention. Malgré les rumeurs sur une sortie autoritaire d'un type nouveau qui ont circulé entre les mois de février et mars 2002, cette position a été maintenue. Ces rumeurs se sont installées dans le cadre de l'insatisfaction de l'*establishment* avec certaines mesures économiques et l'ambiguïté de l'orientation du gouvernement.

Si le comportement des militaires constitue une vraie nouveauté, il ne peut pas être séparé d'un contexte qui paraît avoir eu les dernières années une mutation stratégique de grande importance : le contrôle social est exercé par les forces de sécurité, en particulier, la police, et non l'armée. L'abstention des forces armées dans la crise contraste avec leur participation dans la prise des décisions. À partir de janvier 2002, l'armée a demandé à avoir un rôle plus actif. L'administration Duhalde lui a assigné deux tâches : d'une part, remplacer la gendarmerie basée aux frontières en la libérant pour la réalisation de tâches liées au conflit social et, d'autre part, s'occuper de la distribution de l'aide sociale au sein des secteurs défavorisés. Cette dernière décision est liée non seulement au fait qu'à la suite du processus de privatisations, l'armée reste l'unique institution de l'État ayant une dimension nationale, mais aussi à la pression de la société qui refuse de laisser la distribution de l'aide sociale aux partis politiques accusés de pratiques clientélistes. La position de la société face à cette distribution faite par l'armée est plus ambiguë.

Le recours à des organisations religieuses pour l'aide sociale, autre tentative pour éviter le clientélisme politique, a conduit à susciter la rivalité entre l'Église, l'Armée et les politiciens pour la distribution de cette aide. Les tentatives

de conférer aux militaires des tâches plus « traditionnelles » n'ont pas suscité un enthousiasme particulier de leur part. En octobre 2002, l'initiative du gouverneur de la province de Buenos Aires, pour utiliser des installations militaires à des fins de formation professionnelle de jeunes en situation de détresse, semblait vouloir chercher à incorporer l'institution militaire dans une nouvelle forme d'endiguement social et d'établissement de la discipline. Mais à la suite de la mort d'un engagé dans une école de sous-officiers, celle-ci a été très rapidement abandonnée. Elle n'avait le soutien ni des militaires ni de la majorité de la classe politique.

Avec l'augmentation de l'insécurité et la perte de confiance des citoyens en la police, la possibilité de la participation des forces armées dans la lutte contre la délinquance a été envisagée, via une intervention de la province ou une modification de la loi de sécurité intérieure. La constitution d'un comité de crise avec la participation du gouvernement national et provincial et des forces de sécurité nationales peut être perçue comme un antécédent. La participation des militaires à des tâches de sécurité est soutenue par le ministre de la défense Jaunarena et une partie de l'armée depuis l'administration de la Rua. Elle a été fortement refusée par la plupart des fonctionnaires de l'administration Duhalde, en particulier par le ministre Alvarez, chargé de la sécurité.

Sous l'impact de la crise économique, l'année 2001 avait été caractérisée par des projets de transformation de l'armée en une force de sécurité supplémentaire destinée au conflit social. La disparition de l'armée a même été évoquée pour mieux satisfaire la rationalité économique. Les attentats de septembre ont accéléré le processus de repositionnement des militaires qui a accompagné la montée des conflits sociaux de la fin des années 1990. La « guerre contre le terrorisme » légitime un nouveau rôle des armées en permettant un consensus sur la réforme de l'appareil de renseignement et la participation des militaires dans les tâches de sécurité, via principalement la maîtrise de la collecte d'information³³.

En Argentine, « la guerre contre le terrorisme » a lancé une discussion sur la participation des militaires dans des tâches de sécurité intérieure. Le Président F. De la Rúa a soutenu que la loi de défense, adoptée à l'époque de R. Alfonsín et interdisant aux armées de faire du renseignement interne, n'était plus d'actualité (*Clarín*, 20 septembre 2001). Il s'est prononcé en faveur de l'utilisation de tous les instruments disponibles pour combattre le terrorisme en soulignant la nécessité d'ouvrir le débat sur la participation des militaires dans ce type de conflit. Par ailleurs, le ministre de la défense et les militaires ont soutenu qu'il n'était pas possible de continuer à penser deux systèmes de renseignement, interne et externe, et qu'il fallait lier sécurité et défense. Le chef de la Marine a également déclaré qu'un nouveau système de renseignement demandait des attitudes sans préjugés pour définir le rôle des armées (*Clarín*, 30 septembre 2001).

Dans le cadre de la campagne pour les élections de 2003, C. Menem a affirmé la possibilité de suspendre certaines garanties constitutionnelles et la nécessité de modifier les lois de sécurité intérieure pour permettre à l'armée de lutter contre la criminalité (*Clarín*, 20 novembre 2002 et 22 novembre 2002). La politique sécuritaire constitue l'un des axes principaux de son programme de gouvernement. Celui-ci reformule tout le système de sécurité en le réorientant exclusivement vers la lutte contre le délit. Armée et forces de sécurité partageraient ainsi des fonctions à l'intérieur des frontières.

Menem a annoncé la possibilité d'utiliser l'état de siège comme un outil contre l'insécurité et à susciter des changements dans les lois pour permettre à l'armée de pacifier le pays à partir du contrôle de la violence délictuelle. Il a promis de restaurer grâce à la présence des militaires dans les rues la sécurité juridique et physique. En construisant son discours à partir d'un scénario « catastrophe », il a aussi fait référence à des indicateurs impressionnants de délinquance, à l'état de commotion interne, à l'abandon de zones entières du territoire national contrôlées par la délinquance et à l'absence de gouvernement. Il a mis en cause la responsabilité de l'administration Duhalde. En truffant son discours d'images guerrières, il soutient que la meilleure défense est une bonne attaque, qu'il faut saturer les rues de forces de sécurité et que combattre la délinquance est fondamental pour la sécurité du Peuple. Selon Menem, le nombre élevé des délits porte préjudice à la démocratie, gouverner c'est pacifier, et avec lui, « on avait la paix ». Si, pour Menem, l'armée doit intervenir dans la sécurité intérieure, les lois en vigueur interdisent cependant une telle participation. L'installation de militaires dans la rue viole en effet les lois de sécurité intérieure et de la défense nationale. Les déclarations de Menem ont provoqué une polémique ainsi qu'une forte réaction des organismes de défense des droits de l'Homme.

Par ailleurs, force est de constater que les forces de sécurité ont récupéré un certain prestige face à l'effondrement de la classe politique et sont devenues une alternative au chômage. L'année 2002 a été caractérisée par l'augmentation des inscriptions dans les institutions militaires et de sécurité. Comparé avec les concours des années précédentes, le pourcentage des aspirants dans les diverses forces a augmenté de 25 % (*Clarín*, 28 mai 2000). Face au chômage et au manque de repères, ces institutions offrent un emploi sûr, une sécurité sociale, un logement, de la nourriture, des vêtements et la possibilité de poursuivre des études. Cette vague d'incorporation présente des caractéristiques particulières comme l'augmentation des aspirants provenant des classes moyennes. Les institutions militaires offrent une possibilité de formation professionnelle et de promotion sociale qui auparavant était placée dans les universités publiques. Un pourcentage important des aspirants a terminé ses études secondaires, ce qui engendre une meilleure formation des cadres de sous-officiers.

La fragmentation sociale, mais aussi spatiale, qui accompagne la crise a des conséquences stratégiques. Ainsi, les rumeurs sur un éventuel démembrement du pays conduisent les militaires à une réflexion sur la façon d'agir face à une telle situation. La question du « développement » met en cause « la sécurité ». Déjà à la fin des années soixante, ces deux mots étaient étroitement liés. Si pour les militaires argentins³⁴ le développement était *The essence of security* (Mac Namara, 1969), pour les États-Unis l'assistance économique répondait au précepte selon lequel le développement économique contribue à la sécurité des gouvernements.

La globalisation provoque une multiplication des problèmes qui ne peuvent être réglés militairement, bien qu'ils soient un objet de réflexion des forces armées. La question de la pauvreté, comme menace à laquelle les armées doivent répondre, a été abordée lors de la Conférence des armées américaines en 1996. Il faut souligner qu'en Amérique latine, dans le cadre d'une tradition de *nation-building* fortement développée, les crises peuvent réintroduire sous de

nouvelles formes l'idée d'une mission des militaires dans des projets nationaux plus ou moins en rupture avec les représentations transnationales. L'Amérique andine et indienne de H. Chávez et L. Gutiérrez en est l'exemple. Ces mouvements politico-militaires populistes de type nouveau constituent un défi latent à la soumission au modèle d'armée « globale » – basé sur le *peacekeeping* – incarné dans plusieurs forces armées latino-américaines dont les armées argentines étaient le cas paradigmatique.

VIOLENCE SOCIALE SANS ISSUE POLITIQUE ?

Le modèle socio-économique installé dans les années 1990 nie une tradition institutionnelle et culturelle fondée sur l'intégration sociale et territoriale. Les formes prises par la violence sont des manifestations du dérèglement général et de la déstructuration de cette société intégrée. Elles révèlent les transformations initiées par la dictature en 1976 et consolidées tout au long des années 1990 par le ménémisme. Si les politiques permanentes d'ajustement paraissent avoir trouvé une limite dans une partie importante de la société, la crise n'a pas exprimé la constitution d'un nouvel acteur social. Nous sommes loin d'un autre 17 octobre – comparaison récurrente en Argentine en décembre 2001. Il n'y a pas eu de nouvel acteur politique arrivant sur la scène pour modifier les rapports de pouvoir et la distribution des richesses, comme l'avait été la classe ouvrière.

Les explosions de violence ne cherchent pas un changement de régime politique. Elles expriment le mécontentement sans recours à la politique sous sa forme traditionnelle et aux institutions. Elles approfondissent la crise de représentativité des partis politiques et soulignent cette caractéristique dans l'Argentine de ces dernières années: le social – dans ce cas, la violence – ne s'exprime plus dans le politique. La violente décomposition du modèle économique qui a provoqué la chute du système politique révèle une absence d'alternatives qui contraste avec l'apparition de nouvelles organisations sociales qui sont toutes des expressions de la « société civile »³⁵.

La crise réside dans le dysfonctionnement des institutions. Elle concerne la légitimité sur le résultat de certains acteurs (syndicats, partis politiques) et institutions (Cour suprême de justice, démocratie représentative, police) et sur un type d'État. La répudiation de la totalité des politiciens exprimée dans la phrase « *qu'ils s'en aillent tous* » n'implique ni la perte de légitimité de l'espace public, ni l'affaiblissement du régime démocratique. Elle est une nouvelle manifestation de la « crise de représentation » installée dans les années 1990. Les assemblées qui caractérisaient la société argentine du début de l'année 2002 en sont une preuve. Ces nouveaux acteurs sociaux ne trouvent pas non plus de canaux institutionnels pour viabiliser la participation³⁶. Combinant préoccupations politiques et sociales, les assemblées qui se développent dans les quartiers des principales villes illustrent un renforcement de la société civile. La participation citoyenne et le caractère délibératif qui accompagnent la crise renforcent le régime démocratique étant donné que la présence dans l'espace public a comme objectif l'augmentation de l'influence et l'établissement d'une nouvelle relation entre la société et ses dirigeants.

Le mépris de la société argentine pour la classe politique ne se limite pas à l'accusation de corruption structurelle. Il est étroitement lié à la perception

que chez les politiciens, il n'y a ni la capacité, ni la volonté de faire face au conditionnement des groupes économiques locaux et internationaux. Les demandes des organismes internationaux et des gouvernements des pays ayant des intérêts économiques en Argentine, en particulier des États-Unis et de l'Espagne, ont restreint les marges d'action du gouvernement et diminué l'autorité du président Duhalde, déjà faible étant donné son illégitimité d'origine et la remise en question permanente – jusqu'à la fin 2002 – de ses initiatives sur le système financier³⁷. À partir de cette date, l'installation d'un sentiment d'amélioration de la situation économique et la résolution partielle des restrictions bancaires ont modifié la perception de son gouvernement dans de larges secteurs de la société.

Un facteur décisif dans le conditionnement de la vie politique est le degré d'intervention des institutions financières internationales et des États-Unis. Ceci réinstalle le débat sur la dépendance et par conséquent sur le nationalisme. La société est divisée sur la question du besoin de l'aide externe. Cette aide a eu des fortes difficultés à se concrétiser, compte tenu des demandes du FMI et du refus des États-Unis³⁸. Ainsi, la proposition de laisser la gestion de l'économie à des experts étrangers s'oppose à un « anti-impérialisme empirique » diffusé parmi certaines populations. L'acceptation par les élites politiques et économiques, ainsi que par une partie de la société de tutelle de la technobureaucratie des organismes internationaux et des États-Unis, contraste avec les secteurs qui adhèrent à la possibilité de l'isolationnisme, et soutient les politiques de nationalisation du système bancaire et de « ré-étatisme » des entreprises privatisées.

La résolution de la crise commencée avec la cessation de paiements en décembre 2001 se présente comme une option des extrêmes. D'une part, l'avenir économique et politique paraît dépendre de l'assistance externe liée au FMI et à la décision américaine. D'autre part, une dépendance extrême qui n'a pas d'antécédents rendrait possible la recherche d'une voie alternative construite sur l'autarcie. La crise laisse apparaître une violence d'autant plus redoutable que la destruction de l'économie s'accompagne de celle du politique. Le discrédit des politiciens et l'affaiblissement des liens sociaux sont accentués par un sentiment d'impuissance généralisé. L'intention de vote pour les élections de 2003 continue à réaffirmer ce manque d'espoir dans la politique³⁹.

Cette destruction du politique a été récupérée par ceux qui, légitimés par le manque de prestige de la classe dirigeante et le coût de la politique, gardent ce désir, toujours présent, de l'éliminer. Des secteurs importants du système économique, en soutenant un « anarchisme de marché », indiquent à la société que la politique n'est pas nécessaire pour gouverner. La corruption, présentée comme étant structurelle à la politique, en est leur principal argument. L'effondrement de la politique conspire contre la résolution même de la crise, puisque l'issue n'est ni économique ni technique. D'abord économique, la crise est devenue politique en sollicitant une récupération du contrôle du politique sur l'économie comme option de résolution. La participation active des classes moyennes (poussées par la demande de restitution de son épargne), l'abstention des forces armées, la sensibilité et la tolérance d'une partie considérable de la société par rapport aux protestations organisées par les exclus, et la forte mobilisation sociale paraissant montrer

l'effondrement des mécanismes disciplinaires établis par la terreur et l'hyperinflation, constituant de très importantes nouveautés qui accompagnent le caractère innovateur de la crise argentine.

Les succès de décembre 2001 ont signifié un recul momentané dans les pratiques et les mécanismes destinés à l'institution de l'altérité sociale. Or, la sensibilité d'une partie de la société, résultat de la gravité de la situation sociale, cohabite avec un accroissement de la méfiance entre individus d'une même classe depuis les saccages, et avec la tentative de récupération par les apologistes de l'ordre. Tout au long de l'année 2002, ces derniers vont de plus en plus mettre en avant l'impression de danger et les conditions menaçantes résultant des variables socio-économiques.

La crise montre les failles d'un bloc de forces sociales et politiques articulées autour du capital financier national et international, et légitimées par le « Consensus des Washington ». Les révoltes de décembre 2001 expriment la contradiction entre, d'un côté, l'effondrement de l'État et la continuité de l'attachement de la classe politique à des représentations transnationales et, d'un autre côté, la persistance de la Nation comme collectif d'identification dans une société civile en rupture avec ces représentations. Cet État affaibli et cette classe politique délégitimée ne semblent plus pouvoir être les garants de la démocratie et du rétablissement d'une culture de la légalité et du service au sein des institutions de l'État, du pouvoir législatif à la police. C'est dans la société civile, dans les multiples associations, groupes de pression et mouvements d'opinion nés des besoins spontanés, de l'insatisfaction et des expériences concrètes de résistance au néolibéralisme, que le dialogue avec autrui s'est engagé et que les intérêts privés pourraient se transformer en intérêts publics capables de reconstruire l'État avec un sens de la justice. La crise montre non seulement que le marché n'est pas l'agent des changements, mais aussi que la société civile peut constituer une pièce centrale dans la reconstruction de l'État.

* * *

Si le processus enclenché en décembre 2001 qui promettait une profonde réforme politique a perdu toute son impulsion initiale, des mouvements sociaux divers – des ONG jusqu'aux églises – participent à des rencontres destinées à améliorer le fonctionnement des institutions en canalisant les militants déçus par les partis. Une société civile active et vitale est le plus sûr témoin de la stabilité de la démocratie argentine. Mais elle doit transformer la colère et le dégoût en des actes politiques capables de reconstruire l'État et la Nation. L'impossibilité de cet objectif peut conduire à l'installation d'un nouveau cycle caractérisé par une logique de guerre.

Résultat des inégalités, une partie importante de la société argentine a fini par se révolter, sous des formes élémentaires et archaïques comme la délinquance ou sous des formes plus élaborées comme les divers mouvements sociaux. Si la violence liée à l'action des forces de sécurité ou à la mise en échec du monopole de la prestation sécuritaire est la manifestation de phénomènes plus généraux comme la tradition autoritaire ou de nouvelles problématiques propres au désordre global, les violences, sous la forme de catharsis ou en tant que mode d'action visant à exercer une pression sur les autorités

via la perturbation de l'ordre public, sont quant à elles une des manifestations de la fracture entre la société et la classe politique. Ce n'est pas encore de la violence politique dans son sens traditionnel, mais ces violences annoncent la fin d'un cycle.

Au sein d'une société où les blocages seront aussi bien politiques que sociaux, la violence peut apparaître comme étant la seule issue possible. Dans un tel scénario, l'« Autre » social pourrait rencontrer dans les représentations stratégiques, un « Autre » politique. Dans des sociétés en consolidation démocratique, la désagrégation générale de la société conduit à sa remise en cause. Celle-ci peut se manifester par la rupture de l'attachement au système démocratique comme espace normatif de résolution des conflits et par la possibilité du retour, sous de nouvelles formes, à une logique de guerre. La mémoire historique latino-américaine montre que dans le cadre d'une augmentation de la conflictualité sociale, l'alternative répressive est toujours en puissance.

Notes

- 1 La littérature sur la violence dans l'Argentine contemporaine est pauvre. Les questions que nous voulons aborder nous conduisent à utiliser une bibliographie relativement étendue mais dont la plupart des titres n'éclairent qu'une partie de notre sujet sans qu'aucun d'eux ne lui soit spécifiquement consacré. Ainsi, aucun des thèmes que nous avons évoqués n'est ignoré par la bibliographie, mais il nous semble qu'une approche globale du sujet est inexistante. Des études stratégiques aux nouveaux mouvements sociaux, les ouvrages couvrent plusieurs champs d'études académiques.
- 2 Les processus démocratiques antérieurs avaient été caractérisés par l'inclusion politique et la mobilité sociale ascendante.
- 3 Dans les années 1990, les organisations de défense des droits de l'homme ont commencé à défendre les droits des manifestants face à la forte répression. C'est une nouvelle pratique pour les organisations des droits de l'homme traditionnellement ciblées sur le terrorisme d'état.
- 4 Le gouvernement de l'*Alianza* n'a pas accompli les promesses de justice sociale et de lutte contre la corruption. La coalition, composée par un électorat très hétérogène, qui était arrivée au pouvoir uni sur le refus du ménémisme, s'est désagrégée très rapidement après la démission du vice-président C. Alvarez.
- 5 À l'origine, l'*escrache* consiste en un attroupement de personnes qui dénoncent devant leur résidence les membres des forces de sécurité encore en liberté et accusés d'avoir violé les droits de l'homme.
- 6 Dans l'Europe d'après-guerre, la reconstruction s'est accompagnée d'une politique de nationalisations.
- 7 La journée avait été caractérisée par des rumeurs sur des manifestations provenant des faubourgs et marchant sur Buenos Aires de façon conquérante.
- 8 Nous sommes conscients de la difficulté de délimiter en termes de classes les participants aux mobilisations. Cependant, nous considérons nécessaire de distinguer les protagonistes des *piquetes* et des saccages, des acteurs des *cacerolazos* et des assemblées de quartiers: salariés, professionnels, petits et moyens commerçants.
- 9 L'impopularité grandissante de cette mesure entraînera des manifestations et des violences successives.
- 10 Dans le cadre de la rationalisation du budget de la Défense et du procès des militaires pour le terrorisme d'État en avril et septembre 1987 (A. Rico), en décembre 1988 et 1990 (M. Seineldín), s'est produite une série d'actions militaires contre le gouvernement de R. Alfonsín et de C. Menem. Elles ont été réalisées par une fraction de l'armée qui a commencé à être communément appelée les *carapintadas*. Ils ont su construire un espace politique fondé sur une tranche d'électeurs mécontents groupés autour des anciens mythes nationalistes et populistes.

- 11 Ces secteurs sont les auteurs d'actes de violence avec un fort contenu symbolique comme les bris de vitrines des Mc Donald, des institutions bancaires et financières, principalement étrangères, et les agressions envers les forces de sécurité.
- 12 La mobilisation et la dérive violente du 29 décembre 2001 montrent encore la combinaison de la classe moyenne réagissant spontanément face aux restrictions de retrait de son épargne et à la composition du nouveau gouvernement avec des militants des partis de gauche et du parti justicialiste.
- 13 Les informations quant à la participation de secteurs *carapintadas* ont été démenties par leur chef, le colonel Seineldín.
- 14 Elles sont sous le contrôle du PJ.
- 15 Ainsi, les chefs *piqueteros*, Alderete et D'Elía, soutiennent que les saccages ont été organisés ou tout au moins orientés.
- 16 De nombreux morts étaient des membres d'organisations de défense des droits de l'homme. Le cas de l'instituteur, C. Lepratti, « fusillé » dans une école d'un quartier défavorisé est un exemple du caractère ciblé de la répression.
- 17 Le gouvernement radical soutient que les « erreurs » dans la répression résultent du fait que la police a désactivé ou diminué les corps anti-émeutes en raison de leur mauvaise réputation, ou pour des problèmes de budget, en confiant la répression à des policiers spécialisés dans la grande délinquance et non dans la dissuasion (*Clarín*, 23 décembre 2001).
- 18 De nombreux témoignages font référence à des voitures particulières et à des hommes armés qui alertent les quartiers populaires de l'arrivée d'habitants de bidonvilles pour piller les maisons, à la distribution de tracts appelant à l'autodéfense, ou à la présence d'individus qui véhiculent des fausses nouvelles sur la distribution d'aliments près des supermarchés.
- 19 La thèse de la conspiration est la principale défense de F. De la Rúa.
- 20 Bien que présents dans les émeutes de 1989, ces phénomènes avaient une dimension mineure.
- 21 Ainsi, on peut évoquer des actions organisées par des délinquants qui payaient des personnes pour participer aux pillages et ensuite voler des articles de valeur dans les commerces, le vol des voitures ou la demande de droits de péage.
- 22 Une partie importante des morts et des blessés a été le résultat d'actes de défense de la part des petits commerçants.
- 23 Des dirigeants historiques des *piqueteros* comme L. D'Elía et J. C. Alderete ont vu leur légitimité diminuer.
- 24 Les principales organisations *piqueteras* sont la *Corriente Clasista y Combativa*, *Corriente de Trabajadores Argentinos*, *Bloque Piquetero Nacional*, *Coordinadora Aníbal Verón*, *Movimiento Teresa Rodríguez*, *Movimiento de Jubilados y Pensionados* et *Movimiento por la Tierra y la Libertad*.
- 25 Direction de la police criminelle du ministère de la Justice de la Nation, *Clarín*, 27 octobre 2002.
- 26 Seulement 24 % des victimes portent plainte. Ceux qui le font le moins sont les personnes âgées de plus de 65 ans, les plus pauvres et les femmes (www.jus.gov.ar/polcrim).
- 27 Par contre, au niveau du trafic international, il n'y a pas eu de grands changements.
- 28 Le vol de 4x4, de voitures de luxe et de motos de grosses cylindrées, a augmenté au premier semestre de l'année 2002.
- 29 La hausse des prix a contribué au développement de nouvelles drogues comme le « bazuco », appelé *pasta* en Argentine, et le crack, plus économiques mais plus toxiques que le chlorhydrate de cocaïne. Afin de préserver les marges bénéficiaires des trafiquants, la drogue destinée au marché interne est de plus en plus coupée, augmentant les risques.
- 30 Sous le gouvernement de F. De la Rúa et avec les incidents à Tartagal (Salta) se sont réinstallées les références au complot étranger à caractère subversif.
- 31 La moyenne d'âge des morts a été de vingt-deux ans et quatre mois. Il y a eu une importante quantité de mineurs de 16 ans tués (*Clarín*, 24 décembre 2001).
- 32 Voir les déclarations du maire de la Matanza, A. Balestrini (*Clarín*, 23 décembre 2001).
- 33 En 1999, des militaires argentins de haut rang ont été accusés de violer les lois de Défense et de sécurité nationales qui interdisent l'espionnage militaire interne. En août 2001, c'est l'armée brésilienne qui a été accusée d'espionnages contre des politiques et des journalistes.

- 34 Le secrétaire du Conseil National de Sécurité du gouvernement Onganía, le général Osiris Villega, est très représentatif de cette pensée.
- 35 Pendant les années 1990, la société civile apparaît de plus en plus comme l'espace de construction d'une contre-hégémonie dans le sens de Gramsci. La société civile, selon lui, est l'espace d'où peut surgir une « volonté nationale-populaire » contre-hégémonique, unificatrice des classes subalternes dans un grand mouvement populaire contre la domination « nationale-étatique » dont l'objectif est la transformation de la société civile en État et la suppression de la division illusoire État/société civile.
- 36 La naissance spontanée d'assemblées populaires devrait obliger à réviser certains concepts structurants de la démocratie comme la participation ou la représentation.
- 37 Si la société n'attendait pas de changements significatifs du gouvernement de Duhalde, l'opposition composée d'un éventail hétéroclite, allant de ceux qui ont assisté à la liquéfaction de leur patrimoine en dollars jusqu'aux petits épargnants, a été accompagnée d'une certaine indifférence dans les secteurs populaires du grand Buenos Aires où Duhalde, via le clientélisme, dispose de son principal soutien.
- 38 Au début de l'année 2002, les principales demandes du FMI étaient : la normalisation de la relation avec les créanciers externes, la renégociation de la dette externe, l'institution d'un pacte fiscal, la rationalisation de l'administration publique provinciale, la modification de la loi sur la faillite et l'abrogation de la loi relative à la subversion économique. Selon le FMI, la première loi décourage les investissements étrangers et la seconde est contraire à la sécurité juridique.
- 39 L'année 2002 a été caractérisée par des luttes internes dans divers partis politiques.

Bibliographie

Clarín, 2000, 28 mai.

Clarín, 2001, 20 octobre.

Clarín 2001, 30 octobre.

Clarín, 2001, 23 décembre.

Clarín, 2001, 24 décembre.

Clarín, 2002, 25 octobre.

Clarín, 2002, 27 octobre.

Clarín 2002, 20 novembre.

Clarín 2002, 22 novembre.

Clarín, 2003, 6 janvier.

Foucault, M., 1997, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.

La Gaceta, 2002, Centro de Estudios Avanzados en Drogadependencias y Sida, Universidad Nacional de Rosario, Argentine, 22 juillet.

Mac Namara, R., 1969, *Sécurité américaine et paix mondiale*, Paris, Fayard.

Manero, Edgardo, 2002, *L'Autre, le même et le bestiaire*, Paris, L'Harmattan.

Minujin, A. y G. Kessler, 1995, « La nueva pobreza en Argentina », *Temas de Hoy*, Bs As.

Quattrochi-Woisson, D., 1997, « Les populismes latino américains à l'épreuve des modèles d'interprétation européens », *Vingtième Siècle*, (dir.) Jean-Pierre Rioux, Presses de Sciences Po, octobre-décembre.

Mots-clés: Argentine, crise, violence, mouvements sociaux, militaires, contrôle social, altérité négative

Palabras claves: Argentina, crisis, violencia, movimientos sociales, militares, control social, alteridad negativa

Keywords: Argentina, crisis, violence, social movements; military, social control, negative otherness

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

En Argentine, l'augmentation de la pauvreté qu'a accompagné le cycle néo-libéral a réanimé les tensions sociales affectant la représentation politique. La crise de décembre 2001 a relancé aussi une autre forme, plus primitive, de révolte sociale: la délinquance. Ces deux phénomènes de décomposition de l'ordre public sont utilisés pour fonder de nouvelles stratégies de discipline sociale axées sur une modification de la conception de l'altérité négative visible depuis les années 1990. L'institution d'un nouveau voisinage interne est la caractéristique de l'Argentine contemporaine. Le rapport à un « Autre » menaçant basé sur le voisinage idéologique propre à la guerre froide a perdu de sa légitimité au profit de la proximité d'un « Autre » social. Ceci aura des profondes conséquences dans les pratiques des institutions de sécurité. Confrontés à l'inquiétude que suscite la délinquance, un large espace politique et ses relais médiatiques occultent la dimension sociale en préférant accroître les moyens des forces de sécurité ou orienter l'action civique vers le contrôle social.

En Argentina, el auge de la pobreza, relacionado con el ciclo neoliberal, ha reavivado las tensiones sociales que afectan la representación política. La crisis de diciembre del 2001 volvió también a desencadenar otra forma, más primitiva, de revuelta social: la delincuencia. Estos dos fenómenos de descomposición del orden público son utilizados para plantear nuevas estrategias de disciplina social basadas en una modificación de la concepción de la alteridad negativa visible desde los años noventa. La institución de una nueva vecindad interna es la

característica de la Argentina contemporánea. La relación al « Otro » amenazador basada sobre la vecindad ideológica propia a la guerra fría, ha perdido su legitimidad en provecho de la proximidad de un « Otro » social. Esto tendrá profundas consecuencias en las prácticas de las instituciones de seguridad. Enfrentados a la inquietud que suscita la delincuencia, un amplio espacio político y sus relevos mediáticos esconden la dimensión social prefiriendo aumentar los medios de las fuerzas de seguridad u orientar la acción cívica hacia el control social.

In Argentina, the increase in poverty which accompanied the neo-liberal cycle has renewed social tensions affecting political representation. The crisis of December 2001 installed social protest, but it also re-launched another strong, more primitive form of social revolt: delinquency. These two phenomenons of the decomposition of public order have been used to found new strategies of social discipline based on a modification of the concept of negative otherness evident since the 1990s. The institution of a new internal neighbourliness is the characteristic of contemporary Argentina. The relation with a menacing "other" based on the ideological neighbourliness of the cold war has lost its legitimacy to the advantage of the proximity of a social "other". This will have profound consequences on the practice of institutions of security. Confronted by the concern aroused by delinquency, a large political space and its media outlets, occult the social dimension, preferring to increase the means of security or orientate civic action towards social control.